



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 02 avril 2014

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriels
ENV.5

Affaire suivie par : Hervé GERMAIN

Réf : HG/ 2014 / n° 316

Téléphone : 05.61.15.37.50

Télécopie : 05.61.15.39.88

Courriel : herve.germain@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES aux membres du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST)

Établissement : SIVOM de Saint-Gaudens – Montréjau – Aspet – Magnoac

Activité : Installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Pihourc

Objet : Extension de la zone de chalandise (déchets émanant du SMTD 65)

N/Réf. : Rapports de l'inspection des 28 juin 2013 et 5 décembre 2013

Réf. :

- Courrier du SIVOM du 12 novembre 2013 (adressé à la DDT 31 et à la DREAL UT 31/09) ;
- Dossier de demande d'élargissement de la zone de chalandise (INDDIGO – Septembre 2013)

1. Rappel

L'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés est exploitée par le SIVOM de Saint Gaudens – Montrejeau – Aspet – Magnoac autorisée par arrêté préfectoral des 15 mars 1996 et 02 août 1999 modifiés (Pihourc 1 ou rive gauche du Barrail) et du 12 décembre 2008 (Pihourc 2 ou rive droite du Barrail), pour une capacité de 85 000 t/an. Le casier n°6 a été mis en service en mars 2012.

Provenance géographique des déchets :

Les déchets ménagers et assimilés reçus sur le site de Pihourc correspondent aux secteurs de collecte du SYSTOM des Pyrénées, qui regroupe le SIVOM de Saint Gaudens – Montrejeau – Aspet, mais aussi d'autres syndicats ou collectivités territoriales de la moitié sud du département de la Haute-Garonne, ainsi que le SICTOM du Couserans de l'Ariège.

Par arrêté complémentaire du 3 juin 2010, il a été admis de recevoir, suite à la fermeture du centre de stockage de Capvern (65), les déchets ménagers provenant du Syndicat Mixte des Hautes-Pyrénées (SMTD 65), à hauteur de 12 000 t/an et ce jusqu'au 30 juin 2013 (d'où l'extension à la Communauté de Communes de Magnoac, située dans le département des Hautes-Pyrénées, du SIVOM de Saint Gaudens).

Or, la convention relative au traitement des déchets provenant des Hautes-Pyrénées qui lie le SIVOM de Saint Gaudens – Montrejeau – Aspet au SMTD 65 est arrivée à échéance au 31 décembre 2013.

Traitement des déchets provenant du département des Hautes Pyrénées - période au-delà du 31/12/2013

Le SIVOM a mandaté le bureau d'études INDDIGO pour établir un dossier de demande d'extension de la zone de chalandise (avec notamment les incidences du projet sur le trafic). Le dossier a été remis à l'exploitant en septembre 2013 et transmis à l'inspection et à la DDT 31 le 12 novembre 2013.

Le SIVOM est en pour-parler avec le STMD65 pour la poursuite de l'accueil des déchets de Capvern, mais aussi, éventuellement, des refus de traitement mécano-biologique (TMB) de Bordères-sur-Echez (65) dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés des Hautes-Pyrénées avec le maintien de la capacité autorisée de 85 000 t/an du SIVOM de St Gaudens (du fait du constat de la diminution des quantités d'ordures ménagères résiduelles (OMR), déchets assimilés émanant des entreprises, de l'amélioration du tri et de la valorisation des déchets, ainsi que des conséquences de la crise économique). Parallèlement, le SIVOM s'est porté candidat à des procédures d'appels d'offres au titre du code des marchés publics.

La procédure à suivre pour ce type de demande, rappelée dans notre rapport en date du 5 décembre 2013, consiste à :

- Indication de la provenance géographique des déchets (article R.512-34 du Code de l'Environnement) dans le dossier de demande de modifications des conditions d'exploitation (article R.512-33), avec les éléments d'appréciation sur le positionnement du projet au regard de la notion de modification « notable » ou « substantielle » :
C'est l'objet du dossier INDDIGO déposé par le SIVOM le 12 novembre 2013 portant sur la période à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- Consultation de la Commission Locale d'Information et de Surveillance (CLIS) ;
- Consultation officielle des 2 Conseils Généraux concernés notamment sur la compatibilité par rapport aux documents de planification des déchets :
 - département de la Haute-Garonne : Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) adopté en juillet 2005, en cours de révision depuis la délibération du 27 juin 2013 et Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux : à venir (vraisemblablement en 2015) ;
 - département des Hautes-Pyrénées : Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) approuvé le 17 décembre 2010 et opposable à compter du 4 mars 2011 ;

Ces consultations, pour avis, ont été faites par un courrier de la DDT 31 du 27 janvier 2014 aux Présidents des 2 collectivités territoriales.

- Analyse par l'inspection des installations classées et présentation d'un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires, conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement en CODERST : c'est l'objet du présent rapport.

2. Avis de l'inspection des installations classées sur le dossier déposé par le SIVOM

Le dossier transmis par le SIVOM présente :

- le contexte actuel des apports sur l'ISDND du PIHOURC.

Dans cette première partie, le SIVOM indique que les déchets provenant des Hautes-Pyrénées sont conformes à la nature des déchets autorisés sur l'ISDND et ces apports sont réalisés dans la limite de la capacité annuelle autorisée, 85 000 t/an. Pour information, le SIVOM estime à 77 700 t, la quantité de déchets traités en 2013 sur le site. Ce chiffre inclut les déchets provenant des Hautes-Pyrénées.

- la situation actuelle du traitement des déchets et assimilés résiduels sur le département des Hautes-Pyrénées.

Actuellement les déchets sont éliminés pour partie dans l'ISDND de Bénac, l'autre partie était prise en charge par l'ISDND du PIHOURC.

L'ISDND de Bénac est autorisée à recevoir 100 000 tonnes /an de déchets ménagers de l'Ouest des Hautes-Pyrénées jusqu'au 31 décembre 2015. Dans les faits c'est cette installation qui reçoit les déchets émanant du SMTD 65 depuis le 1^{er} janvier 2014, et ce, a priori, jusqu'au 31 décembre 2015.

- l'impact de l'élargissement de la zone de chalandise de l'ISDND au département des Hautes-Pyrénées.

La poursuite des apports de déchets du département des Hautes-Pyrénées n'a pas d'incidence sur le fonctionnement de l'installation ni sur l'environnement. En effet, la capacité annuelle de stockage autorisée n'est pas remise en cause. L'impact sur le trafic est, en particulier, négligeable. L'étude d'impact initiale de juillet 2007 fournie par l'extension du l'ISDND de Pihourc évaluait à 77 allers-retours/jour. Le trafic généré par les apports du département des Hautes-Pyrénées correspondent à 2 allers-retours/jour. Enfin, cette partie démontre que l'installation de stockage est la plus proche en terme de distance du centre de transit d'ordures ménagères implanté à Capvern, 49 km, à équité avec l'installation de stockage de Bénac (65), distante de 45 km, les autres installations susceptibles d'accueillir les déchets étant éloignés de plus d'une centaine de kilomètres.

- la compatibilité de l'élargissement de la zone de chalandise avec les plans de la Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées.

Selon le SIVOM de Saint-Gaudens – Montrejeau – Aspet -Magnoac l'élargissement de la zone de chalandise est compatible avec les plans de gestion des déchets des deux départements : Hautes-Pyrénées et Haute-Garonne.

Par ailleurs, le Président du SIVOM a attiré l'attention de Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne par courrier du 15 janvier 2014, sur le tarif de traitement à la tonne des déchets ménagers, sur le manque à gagner que constituerait l'arrêt des apports des Hautes-Pyrénées, sur les contraintes sur le plan budgétaire pour le SIVOM et donc sur les conséquences inévitables, l'augmentation des coûts de traitement à répercuter sur les collectivités faisant appel à l'ISDND de Pihourc comme éliminateur final.

3. Procédure consultative

- Consultation de la Commission Locale d'Information et de Surveillance (CLIS) :

Elle s'est tenue le 15 octobre 2013 et a émis un avis favorable à la majorité relative (8 voix pour et 4 voix contre).

A noter que l'Association Nature Comminges a rappelé à Monsieur le Préfet son opposition de prolonger l'autorisation d'accepter des déchets des Hautes-Pyrénées sur l'ISDND de Pihourc, par courrier du 24 novembre 2013.

- Consultation du Conseil Général de la Haute-Garonne :

Un premier avis avait fait l'objet d'un courrier du Conseil Général de la Haute-Garonne du 1^{er} août 2013 :

« avis réservé à la prolongation de l'acceptation des déchets du STMD 65 sur l'installation du SIVOM de SGMA ». Cet avis a été rendu sur le principe d'indépendance des territoires, la collectivité rappelle la délibération antérieure en date du 7 juillet 2010 (*« avis favorable au projet de plan accompagné de réserves »*) et la non mise en place par le département des Hautes-Pyrénées, 3 ans après la première consultation d'une installation de traitement (à savoir la création d'une Installation de stockage de déchets non dangereux -ISDND)

En réponse à la consultation et par courrier du 7 février 2014 Monsieur le Président du Conseil Général de la Haute-Garonne a réaffirmé son opposition de principe :

« Sur le principe, le Conseil Général est donc défavorable à l'acceptation de déchets supplémentaires sur cette installation quelque soit la durée de cette demande de prolongation ».

A ce courrier est joint une copie de la lettre de la Direction de l'Agriculture, du Développement Rural et de l'Environnement à Monsieur le Président du SMTD 65 du 12 décembre 2013, dans laquelle il développe les éléments de justification de cette opposition.

- Consultation du Conseil Général des Hautes-Pyrénées :

Ce courrier du Conseil Général des Hautes-Pyrénées en réponse à la demande d'avis n'est par parvenu dans le délai de 1 mois.

Toutefois, le Conseil Général des Hautes-Pyrénées s'était déjà exprimé par lettre du 12 juillet 2013 en émettant un *« avis favorable pour le traitement de 12 000 t/an ...jusqu'à la mise en place de l'ensemble des équipements prévus dans la PDEDMA, soit en fin d'année 2015 »*.

On peut supposer que cet avis est favorable au vu de l'avis précédent et compte-tenu du fait que le Syndicat Mixte des Hautes-Pyrénées (SMTD 65), demandeur, est une émanation de cette collectivité du département des Hautes-Pyrénées.

4 Analyse et avis de l'inspection

- Situation administrative de l'établissement :

La pérennisation de l'étendue de la zone de chalandise au département des Hautes-Pyrénées n'amène pas d'impact supplémentaire sur l'environnement au regard de la situation actuelle. Cette prolongation paraît compatible avec les conditions d'exploitation du site (totaux des tonnages reçus en diminution avec la mise en place des collectes sélectives de déchets notamment) et avec la capacité autorisée de 85 000 t/an.

- Compatibilité avec le(s) plan(s) de gestion des déchets :

Le plan actuellement applicable pour la Haute-Garonne, adopté en 2005, fait une présentation des structures intercommunales de collectes (EPCI) et dresse l'inventaire des installations existantes, à savoir les incinérateurs (UIOM) de SETMI à Toulouse et ECONOTRE à Bessières, et donc l'ISDND de Pihourc, mais ne traite pas l'aspect zones de chalandise, ce plan ne paraît donc pas être contraire à ce type de « coopérations inter-départementales » ; les différents scénarios (4) développés ont mis en avant la création d'une installation de traitement complémentaire (soit dans le nord, soit dans le sud du département), installation qui ne s'est pas avérée nécessaire compte-tenu des capacités autorisées, des évolutions des installations existantes et des flux de déchets du département, voire d'autres départements, limitrophes ou non. Le Conseil Général de la Haute-Garonne a considéré que la demande formulée en 2010 était à titre dérogatoire, pour une durée limitée et devait par conséquent, comme rappelé par cette collectivité, ne pas être renouvelée.

- Principe de proximité :

Ce principe était respecté selon l'inspection dans le cadre actuel de l'admission des déchets ménagers du secteur géographique de Magnoac, éliminées antérieurement dans le centre de stockage de Capvern, collectivité ayant par ailleurs intégré le SIVOM celui-ci devenant SIVOM de Saint-Gaudens – Montréjau – Aspet – Magnoac. Pour la période 2014-15, le SIVOM n'ayant pu répondre à l'appel d'offres du SMTD 65 ces déchets sont effectivement éliminés depuis le 1^{er} janvier

2014 sur l'ISDND exploitée par la société SOVAL à Bénac (65), installation en l'état actuel autorisée jusqu'au 31 décembre 2015. Dans le cadre du projet de création de l'Unité de traitement et de valorisation (UTV) à Bordères-sur-l'Echez (65), opérationnelle en 2015 (voire 2016). La quantité de déchets ultimes et les besoins en exutoire doivent être affinés. La capacité résiduelle de l'ISDND de Pihourc s'avérera de toute façon insuffisante pour les absorber. Les installations de traitement susceptibles des les admettre seront identifiées par l'appel d'offres qui sera lancé et dans lequel le principe de proximité et les contraintes liées aux transports analysées et comparées. Notamment ces installations pourraient être, hormis l'ISDND de Bénac (non exhaustif), au sein de la région Midi-Pyrénées, les incinérateurs de Toulouse ou de Bessières, qui admettent dans leur arrêtés préfectoraux le département des Hautes-Pyrénées, et l'ISDND exploitée par la société DRIMM à Montech (82), et, dans les départements limitrophes, l'UIOM de Lescar (64).

L'inspection des installations classées :

- considère que la pérennisation de l'étendue de la zone de chalandise au département des Hautes-Pyrénées n'amène pas d'impact supplémentaire sur l'environnement pour le site du SIVOM de Saint Gaudens, au regard de la situation actuelle ;
- est favorable à un ré-examen approfondi des conditions de traitement lorsque l'Unité de traitement et de valorisation (UTV) à Bordères-sur-l'Echez sera opérationnelle, des exutoires possibles pour les refus de cette installation, des capacités autorisées disponibles et des zones de chalandise reprises dans les arrêtés préfectoraux individuels des installations de traitement, pour la région Midi-Pyrénées et les départements limitrophes, dans les respects des plans de gestion des déchets adoptés ou en révision.

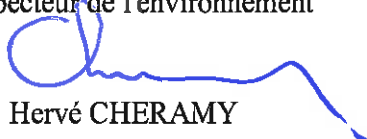
Cependant, compte tenu de l'avis défavorable de l'autorité compétente en matière de planification (CG 31) et de la nécessité de poursuivre la mise en œuvre des décisions du Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés des Hautes-Pyrénées pour trouver des solutions locales pour le stockage des déchets ménagers produits par ce département, l'inspection propose un avis défavorable.

5 Conclusion

L'inspection propose à M. le Préfet de la Haute-Garonne de consulter les membres du CODERST et d'émettre un avis défavorable à la demande de modifications d'exploitation déposée par le SIVOM Saint Gaudens – Montréjeau – Aspet et ne peut que proposer en l'état actuel un refus (projet d'arrêté préfectoral en pièce jointe) à la demande présentée par le SIVOM de Saint-Gaudens – Montréjeau – Aspet – Magnoac.

Ce refus est motivé par l'avis défavorable rendu par le Conseil Général de la Haute-Garonne, collectivité compétente en matière de planification de la gestion des Déchets Non Dangereux, en application des dispositions des articles R.512-34, 512-33 et 512-31 du Code de l'Environnement et par la nécessité d'approfondir les solutions locales de stockage des déchets pour le département des Hautes-Pyrénées.

Vérifié et validé
L'inspecteur de l'environnement


Hervé CHERAMY

La chargée de mission Déchets


Corinne VIALA

Copie à :

Monsieur le Secrétaire Général de la Sous-Préfecture de Saint-Gaudens

